

DECLARATION A LA PRESSE

**M. Mohamed Ibn Chambas, Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies
pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS)
Dakar, jeudi 7 février 2019**

Bonjour à tous,

Merci de votre présence.

Je suis ravi de vous retrouver pour parler de la situation dans la région, dont l'actualité est chargée avec, notamment, des élections, au Sénégal et au Nigeria, comme vous le savez.

Ces dernières semaines, l'insécurité a connu des pics sans précédent :

Dans le Sahel – au Mali, au Burkina Faso, dans le Liptako-Gourma en particulier-Mais aussi dans le bassin du Lac Tchad où Boko Haram continue de menacer les populations et les déplacés.

Les Nations Unies condamne ces attaques qui continuent de prendre les civils, les forces de sécurités et les casques bleus, ainsi que les acteurs économiques pour cibles.

Cela souligne - encore une fois - l'urgence d'une mobilisation régionale.

A ce sujet, j'étais ce mardi au sommet du G5, qui s'est tenu à Ouagadougou.

Les engagements pris par les pays du G5 sahel durant ce sommet doivent être soutenus par la communauté internationale.

Il est vital que l'aide financière promise à la Force conjointe soit débloquée pour permettre une mise en œuvre efficace de la Force.

Il est tout aussi urgent de fournir l'aide financière promise en décembre 2018 pour concrétiser la feuille de route adoptée par le G5 Sahel dans le cadre du Programme d'Investissement Prioritaire. C'est ce que les Présidents des pays du G5 ont eux-mêmes rappelé mardi.

Concernant le Bassin du Lac Tchad, l'année 2018 a vu l'adoption par l'Union Africaine de la Stratégie de Stabilisation, et une mobilisation accrue des donateurs durant la Conférence de Berlin, qui faisait suite à celle d'Oslo sur la réponse humanitaire en 2016.

J'encourage les pays du Bassin du Lac Tchad et les partenaires à poursuivre cette dynamique positive initiée en 2017.

Mesdames, Messieurs,

Ce mois de janvier a également montré des signaux inquiétants de conflits intercommunautaires meurtriers au Mali et au Burkina Faso opposant les peulhs à d'autres communautés.

Nous savons que l'une des traditions de cette région est la coexistence pacifique entre les groupes, depuis des siècles. C'est le moteur des échanges économiques.

Le respect, la solidarité, et le partage entre les communautés, sont un ciment de l'Afrique de l'Ouest.

La spirale de la violence ne peut entraîner que le chaos et le malheur, pour toutes ces communautés.

Les divisions, les cycles de représailles meurtrières sont justement ce que recherchent les extrémistes : la rupture de cette cohésion sociale, et nationale. Cela fait partie de leur stratégie.

Il y a désormais un besoin de dialogue, de rapprochement et de justice, à travers la région, pour retrouver l'équilibre traditionnel. Il y va de l'avenir de cette région.

Les gouvernements et les acteurs locaux doivent se mobiliser dans cette optique.

Nous savons que l'action militaire seule ne pourra pas éradiquer le poison de la menace terroriste.

L'engagement des gouvernements et le soutien de la communauté internationale sont tout autant déterminants pour changer la donne et replacer la sous-région dans une dynamique de développement et de stabilité durables.

J'appelle tous les partenaires et la communauté internationale à accélérer la mise à disposition de leur aide.

J'appelle également les pays du G5 Sahel, du Bassin du Lac Tchad et ceux de la sous-région à renforcer leur programme de développement afin d'améliorer les conditions de vie des populations.

Les Nations Unies, à travers la Stratégie Intégrée pour le Sahel et le Plan de soutien resteront engagés pour aider les pays du G5 Sahel.

Mesdames, Messieurs,

La sous-région connaît aussi des avancées positives.

A l'image des élections en 2015, les élections prévues pour 2019 semblent s'inscrire dans un état d'esprit constructif.

J'ai fait une mission conjointe au Sénégal avec mon collègue, Jean Claude Kassi Brou, Président de la CEDEAO, le 15 et 16 janvier. Cela nous a permis d'écouter tous les acteurs impliqués dans les prochaines élections qui se sont engagés pour un scrutin libre et pacifique.

Ces élections marqueront une nouvelle étape dans la consolidation démocratique, et renforceront le modèle sénégalais, qui représente une référence en Afrique de l'Ouest.

En ce qui concerne le Nigeria, je reviens d'une mission de deux semaines où j'ai pu rencontrer les acteurs politiques et ceux de la société civile dans différents états.

J'encourage les candidats, les partis politiques, les institutions gouvernementales, les organisations de la société civile, et les citoyens Nigériens à travailler en synergie pour assurer des élections libres, crédibles et pacifiques et acceptées par tous, telles que le pays a connu en 2015.

J'encourage aussi les forces de sécurité à redoubler d'effort pour garantir un environnement serein, respectueux des droits de l'homme et de l'état de droit, afin que tous les citoyens puissent voter librement et sans peur.

Les Nations Unies et notre Bureau pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel demeurent engagés pour soutenir les pays de la sous-région pour un développement inclusif et durable, la construction démocratique et la bonne gouvernance.

Je vous remercie de votre attention.

###